

## **LE PATRONAT CONTRE L'ÉTAT: CONTRADICTIONS SOCIALES...**

Nous vivons dans une époque fertile en incidents nouveaux et dans une situation extraordinaire où ce qui était jugé, de l'avis du grand nombre, immuable la veille, est périmé le lendemain. Toutes les prévisions qui ne font pas de ce nouvel état de faits et d'esprit sont piétinées inmanquablement par les événements. C'est que nous nous mouvons dans un moment historique, c'est que nous sommes en pleine transformation de toute sorte qui, commencée par une révolution dans l'industrie par les progrès de la technique, a débordé, par son ampleur même, sur l'économie nationale et même mondiale, et ces deux révolutions, industrielle et économique, vont engendrer - engendrent - leur fille légitime: la révolution sociale.

Celle-ci est déjà nettement perceptible. La conduite des événements, tant politiques que sociaux, tant spirituels que matériels, échappent des mains devenues débiles du grand capitaine d'industrie qui fit 1900 et aussi 1914. Nous abordons, oh! très timidement, l'ère puissante des grandes réalisations collectivistes. L'exemple des 25% est instructif et peut être cité comme témoin de ces grands et profonds bouleversements qui ont lieu ou qui se préparent.

Les revendications de salaires se présentaient - il n'y a pas si longtemps encore - sous la forme individuelle, du personnel au patron. Puis ensuite des syndicats ouvriers aux syndicats patronaux. Enfin, en ce moment, elles font l'objet de discussions entre collectivités, parfois parfaitement en dehors de la question pure comme, entre autres, cette *Union Nationale des Associations Familiales* qui siègea au sein de la *Conférence économique*, conférence dont les enseignements motivent cet article.

Cette réunion d'organisations a émis des «*recommandations*» à notre gouvernement pour établir un nouvel et réel pouvoir d'achat du salaire. Ce pouvoir réel nouveau ne peut exister, selon les déclarations qu'a faites M. Ricard, vice-président du *Conseil National du Patronat*, à la «*Tribune économique*» du 28 juillet, que grâce «*à la fermeté du gouvernement pour appliquer une politique énergique de compressions des dépenses publiques qui conditionnera la réussite ou l'échec du dispositif auquel nous nous sommes ralliés...*». Or ces compressions indispensables, factrices vitales de la réussite, ne peuvent s'accomplir. Et voici pourquoi.

### **L'OGRE-ÉTAT**

M. Robert Schuman, notre ministre des Finances, a révélé dans la presse que notre revenu national s'élèvera probablement à 2.000 milliards et que l'ensemble des dépenses de l'État est de 740 milliards. Un simple calcul démontre que les budgétivores de toutes sortes absorbent 37% du travail national et cela dans des conditions qui rendent ce gros pourcentage complètement improductif. C'est surtout la forme improductive de ce prélèvement qui le rend plus lourd, insupportable même, en tout cas inextensible davantage.

Qu'un commerçant prélève sa part du travail sous forme de bénéfices, c'est monstrueux du point de vue strictement social, humain. Mais comme ce prélèvement retombe infailliblement dans le cercle du commerce, son poids s'en fait moins sentir que celui - improductif, soulignons-le - dont s'arroe l'État.

Encore une fois, répétons-le, nous vivons une époque historique qui fera date dans l'histoire de l'humanité et devant laquelle s'enthousiasmeront les générations futures qui nous jugeront favorablement. Comme nous jugeons nos aïeux de 1789. Mais cette gloire future - et posthume - se paie cher pour nous: l'enfantement est douloureux. Le stade actuel ne permet pas des économies, à l'État et l'exemple des compressions Philipp sur le budget de l'Armée qui est présent encore dans toutes les mémoires, dont les difficultés de réduction furent immenses et qui s'avèrent actuellement inopérantes et dépassées, prouve l'impossibilité de ces économies.

L'État use ses dernières forces - qu'il rassemble dans l'ultime sursaut de celui qui ne veut pas mourir - contre les forces naissantes nouvelles du progrès social. Les revendications sociales, puissantes et impérieuses, nécessitant un État fort en vertu de sa conception de gardien de l'État de choses existantes, en opposition aux demandes légitimes d'un monde avide de formules progressives.

D'où une aggravation indispensable des charges et impôts qui alimentent cette puissance conservatrice. Cet accroissement des charges étatiques est le résultat inévitable et prévisible de la concentration, dernier stade du capitalisme.

Le patronat français se trouve donc placé dans ce dilemme: ou accepter les ennuis - moraux et matériels - de l'ingérence de plus en plus tyrannique et coûteuse de l'État, ou envisager un système où, comme Dieu dans le système Laplace, l'État n'aura pas sa place.

-----